

Le débat sur la réforme des traités européens s'amplifie dans l'Union

M. Sarkozy fait un pas vers M^{me} Merkel qui veut ancrer la discipline budgétaire dans les textes

Nicolas Sarkozy fait un pas en direction d'Angela Merkel au sujet d'une réforme des traités européens. Le président français a annoncé mardi 22 novembre son intention de faire « prochainement » des propositions en ce sens avec la chancelière allemande. La question devrait être au menu d'une rencontre entre les deux dirigeants à Strasbourg, jeudi 24 novembre, en compagnie du nouveau président du Conseil italien, Mario Monti. L'opportunité d'une nouvelle réforme des traités divise les Vingt-sept, tandis que l'affrontement sur le rôle que devrait jouer la Banque centrale européenne pour apaiser les marchés est à son comble.

L'Allemagne refuse d'étendre les interventions de la BCE pour stabiliser la zone euro, et exige, pour surmonter la crise des dettes souveraines, une réforme « limitée » des traités afin qu'inscrive dans le marbre le renforcement de la discipline budgétaire.

« Noyau dur »

La France est désormais prête à soutenir cette demande, mais elle espère que la chancelière assouplira sa position au sujet de la BCE, pour en faire le prêteur en dernier ressort de l'Union monétaire. Ces dernières semaines, Paris examinait plutôt la mise en place d'un traité de la zone euro, négocié entre ses dix-sept Etats membres, pour faire de l'Union économique et monétaire une sorte de noyau dur de l'UE. « On ne va pas détricoter l'Europe à Vingt-sept, certaines choses seront évidentes quand la zone euro sera plus intégrée », observe un proche de l'Elysée.

Au passage, M. Sarkozy a voulu élargir la discussion lancée par M^{me} Merkel. A ses yeux, il s'agit d'« empêcher que des pays puissent diverger dans les domaines budgétaire, économique ou fiscal », a-t-il dit mardi : selon lui, au-delà de la discipline budgétaire, « il faut une convergence des politiques économiques » des pays de la zone euro, « c'est-à-dire une convergence des politiques fiscales ». Les Français demandent en particulier de casser la règle de l'unanimité en matière de taxes, afin de limiter le dumping fiscal. Une perspective qui effraie certains pays européens, comme l'Irlande. Au Royaume-Uni, David Cameron craint de son côté qu'une réforme des traités n'incite les plus eurosceptiques des membres du parti conservateur à demander le retour à Londres de pouvoirs transférés à Bruxelles.

Les tractations devraient s'intensifier d'ici la réunion des chefs d'Etat et de gouvernement du 9 décembre. Ce jour là, Herman Van Rompuy, le président du Conseil européen, espère établir une « feuille de route » destinée à renforcer, sur plusieurs années, l'union économique entre les Etats de l'euro. La commission européenne devait indiquer mercredi 23 novembre que le but ultime du processus devrait être la création d'obligations européennes. Mais cette forme de mutualisation des dettes est refusée à ce stade par Angela Merkel. De passage à Bruxelles, mardi Mario Monti a quant à lui jugé qu'il ne fallait avoir « aucun tabou » à ce sujet. ■

ARNAUD LEPARMENTIER
ET PHILIPPE RICARD (À BRUXELLES)